



GRUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Rôle de Développement du Secteur Privé du Groupe de la BID pour le Changement Climatique

Novembre 2016

TABLE DES MATIÈRES

| | | |
|----|--|----------|
| 1. | Profil des institutions du secteur privé du Groupe de la BID | 1 |
| 2. | Aspirations et ambitions du Groupe de la BID à soutenir le changement climatique à travers le développement du secteur privé | 2 |
| 3. | Succès-stories du Groupe de la BID en termes d'appui sur la maîtrise du changement climatique à travers le développement du secteur privé | 4 |
| | Cas 1: Projet Green Tech Valley, Royaume du Maroc | 4 |
| | Cas 2: Nouveau projet d'énergie hydraulique Bong Escape, Pakistan (Laraib Energy Ltd.) | 5 |
| | Cas 3: Projets à Énergie éolienne de base (FWE) I et II, Pakistan | 6 |
| | Cas 4: Projets d'énergie éolienne Patrind Hydro et Triconboston, Pakistan | 7 |
| | Cas 5: Parcs éoliens terrestres en Turquie | 7 |

Rôle de Développement du Secteur Privé du Groupe de la BID pour le Changement Climatique

1. Profil des institutions du secteur privé du Groupe de la BID

Le Groupe de la BID a été créé en 1975 avec pour mandat de favoriser le développement social et économique dans les pays membres et parmi les communautés musulmanes, conformément aux principes de la charia. Entre 1975 et le début des années 1980, la Banque accordait principalement des prêts aux pays souverains pour financer des projets axés sur le développement. Toutefois, le Groupe a diversifié entretemps ses offres de produits pour inclure le financement du secteur privé et les services d'assurance. Initialement, ces opérations étaient gérées par des services distincts de la Banque. Au fil du temps, la Banque a choisi à cette fin de créer au sein de son groupe des entités autonomes et indépendantes (SIACE en 1994, SID en 1999 et SIFC en 2008). Un ajout récent à la gestion opérationnelle de la BID est le Département du développement des entreprises qui a été créé pour exécuter et mener à bien la politique et le travail de terrain de la Banque en matière de partenariats public-privé (PPP) et d'opérations non souveraines garanties dans les pays membres.

Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE)

La SIACE a été fondée en 1415H (1994) dans le but d'élargir le champ et la portée des transactions commerciales et des flux d'investissement entre les pays membres de la BID. La SIACE offre aux exportateurs, aux banques et aux investisseurs les services suivants: (i) Assurance-crédit à l'exportation pour couvrir le risque de non-paiement en relation avec le commerce transfrontalier et

les opérations de financement du commerce; (ii) Assurance-investissement pour couvrir le risque pays associé aux investissements étrangers parmi les PM; (iii) Réassurance des opérations couvertes par les CEA dans les Pays Membres. Pour plus d'information: <http://www.iciec.com/>

Société islamique pour le développement du secteur privé (SID)

La SID a vu le jour au mois de Rajab 1420H (novembre 1999) en tant qu'entité indépendante au sein du Groupe de la BID. La mission de la SID est de relayer la BID pour le développement et la promotion du secteur privé. Elle sert à ce titre de véhicule pour la croissance et le développement dans les PM. Les principaux objectifs de la SID sont les suivants: identifier les opportunités d'investissement dans le secteur privé dans les différents PM, accélérant ainsi leur croissance économique; fournir une vaste gamme de produits et services financiers compatibles avec la charia; et élargir l'accès aux marchés de capitaux islamiques pour les entreprises privées des pays membres. Pour plus d'informations: <http://www.icd-ps.org/>

Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC)

Le Conseil des gouverneurs de la BID a approuvé la création de la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC) à sa réunion tenue au mois de Joumada Awal 1426H (juin 2005). Les Statuts de la SIFC ont été adoptés lors de la réunion annuelle de la BID tenue en 1427H (2006) au Koweït. Le but de la Société est de promouvoir les échanges entre les pays membres de la Banque islamique de développement en fournissant un financement du commerce et en s'engageant

dans des activités destinées précisément à faciliter le commerce intra-communautaire et à l'international. Pour plus d'informations: <http://www.itfc-idb.org/>

Le Département du développement des entreprises (EDD/DDE)

Le Département du développement des entreprises de la BID est chargé d'entreprendre des travaux stratégiques et opérationnels liés aux partenariats public-privé (PPP) et aux opérations sans garantie souveraine dans les PM. Il est mandaté pour entreprendre des opérations non garanties par la souveraineté, y compris le financement PPP, l'investissement dans les fonds et les investissements en capitaux non financiers. Le DDE fonctionne comme étant le nœud central pour le développement des entreprises, y compris l'instauration d'un climat d'investissement et d'un environnement propices et favorisant la création, l'émergence et la croissance des entreprises dans les PM, en étroite collaboration avec les autres entités chargées des activités de développement du secteur privé au sein du Groupe. Le département est également chargé de promouvoir l'esprit d'entreprise, l'innovation, le renforcement des capacités et le développement des entreprises dans les PM, en collaboration avec les gouvernements, les associations du secteur privé, les institutions financières et autres entités. Pour plus d'informations: <http://www.isdb-pilot.org/>

2. Aspirations et ambitions du Groupe de la BID à soutenir le changement climatique à travers le développement du secteur privé

Le changement climatique est l'une des plus grandes menaces pour la prospérité des pays développés et en développement. Selon le «Rapport mondial 2016 sur les risques» du Forum économique mondial, les échecs en matière d'atténuation et d'adaptation au changement climatique figureront parmi les risques les plus importants pour les

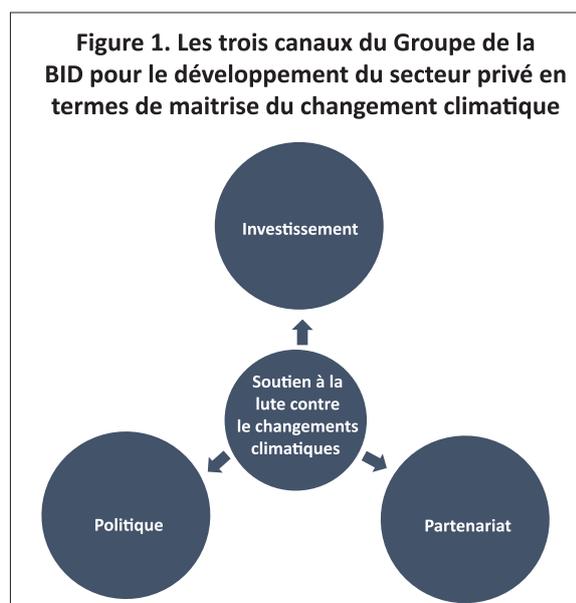
années à venir. Le changement climatique, qui se manifeste sous diverses formes (par exemple les vagues de chaleur, les catastrophes naturelles, les inondations, les sécheresses, les maladies transmises par vecteurs, les faibles rendements agricoles et l'insécurité alimentaire) nécessite des interventions immédiates ainsi que des ressources financières massives. Comme la communauté internationale l'a reconnu, les gouvernements pris individuellement ne sont pas en mesure de mener à bien les actions et les investissements nécessaires pour aborder les questions liées au changement climatique. Des investissements financiers privés beaucoup plus importants et la participation des institutions financières multilatérales sont également essentiels.

Le changement climatique représente également un grand défi pour toutes les banques multilatérales de développement, y compris le Groupe de la BID, qui ont annoncé publiquement les actions qu'elles comptent mener post-2020 contre le changement climatique dans le cadre de l'accord international, appelées en l'occurrence «Contributions Nationales Déterminées (INDC)». Cependant, les menaces posées par le changement climatique posent encore de sérieux obstacles à la réalisation des objectifs de développement dans un certain nombre de PM. À cet égard, le Groupe de la BID a également un rôle important à jouer dans le soutien à apporter à ses pays membres pour promouvoir un développement résilient au changement climatique et à faible teneur en carbone.

Aujourd'hui, le Groupe de la BID sert de catalyseur au développement du secteur privé dans ses 56 pays membres. Ses activités en termes d'apport en capital, son savoir-faire et son partenariat sont très sollicités et s'avèrent nécessaires dans tous les pays où il opère. Le Groupe de la BID offre une gamme variée de produits au secteur privé qui peuvent être classés en quatre grands groupes: 1) Les opérations de

financement des projets; 2) Les opérations de financement du commerce; 3) Les opérations d'assurance; et 4) Les services de consultant et les prestations d'assistance technique.

Le Groupe de la BID sait pertinemment qu'il se trouve dans une position unique pour soutenir le secteur privé dans les PM qui aspirent à canaliser leur développement vers les secteurs à faible intensité de carbone et à renforcer leur résilience au changement climatique. Grâce à un large éventail de produits d'investissement et de conseil, les clients du secteur privé dans les pays membres de la BID ont la possibilité de saisir les opportunités qui leur sont offertes et d'éviter les risques que le changement climatique peut entraîner ou qu'il entraîne d'ores et déjà. À cet égard, le Groupe de la BID a entrepris d'intégrer progressivement et systématiquement l'atténuation et l'adaptation aux changements climatiques parmi ses objectifs de développement du secteur privé. Le Groupe de la BID s'est engagé à se focaliser davantage sur le changement climatique et à élargir sa participation aux activités liées à la maîtrise des changements climatiques dans les Pays Membres par trois canaux à la fois:



A. INVESTISSEMENT. Accroître son financement privé dans le domaine du changement climatique. À l'heure actuelle,

le Groupe de la BID entreprend un certain nombre d'opérations d'investissement direct liées au climat. Le plan du Groupe envisage d'intégrer explicitement le changement climatique dans ses financements au secteur privé et d'élargir la portée de ces investissements de manière significative. Ces véhicules d'investissement comprennent, sans s'y limiter, le financement des créneaux suivants :

- Les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, la transition vers une économie à faible émission de carbone, les bâtiments écologiques, les Soukouk vertes, les infrastructures propres, les technologies propres, l'agro-industrie durable, les déchets et le recyclage, etc.

B. PARTENARIAT. Mobiliser des ressources extérieures pour financer le secteur privé dans la maîtrise des changements climatiques. En tant qu'institution multilatérale, le Groupe de la BID pourrait avoir une plus grande influence sur les effets du changement climatique en mobilisant des fonds et des capitaux extérieurs pour soutenir les investissements du secteur privé. Le Groupe de la BID mobilisera des capitaux supplémentaires à travers:

- Les projets de partenariats public-privé (PPP), le cofinancement du secteur privé, l'utilisation de capitaux conjoints avec d'autres donateurs multilatéraux et l'utilisation des ressources des fonds climatiques mondiaux.

C. POLITIQUE. Construire et renforcer ses politiques, procédures et stratégies internes en matière de changement climatique. Le Groupe de la BID aspire à donner ainsi la priorité au changement climatique en tant qu'objectif de développement. En outre, le Groupe prendra les mesures suivantes:

- Élaborer sa propre politique concernant les changements climatiques et sa politique de sauvegarde de l'environnement, actualiser le système de classification

des données pour suivre les volumes d'investissement dans l'action contre le changement climatique, intégrer les risques climatiques dans les systèmes existants d'identification et d'atténuation des risques.

3. Succès-stories du Groupe de la BID en termes d'appui sur la maîtrise du changement climatique à travers le développement du secteur privé

Ce qui suit constitue une brève illustration de quelques projets aboutis récemment entrepris par le Groupe de la BID pour aborder les questions liées au changement climatique.

Cas 1: Projet Green Tech Valley, Royaume du Maroc



Green Tech Valley est un projet intégré combinant les dernières innovations technologiques en matière de développement durable et d'économies d'énergie. Ce nouveau site d'affaires, de bien-être et de loisirs fait partie du développement de la Vallée du Bouregreg à Rabat, au Royaume du Maroc.

Construit sur une superficie de 150 000 mètres carrés, le site ambitionne de devenir un projet de référence en ligne avec les objectifs de développement économique et social durable.

L'investissement total de la Green Tech Valley se situe dans la fourchette de 230 millions de dollars, avec une participation du GBID qui s'élève à 25 millions de dollars américains en tant qu'investisseur. Le projet

devrait créer environ 10 000 emplois directs et indirects.

Le projet Green Tech Valley se concentrera sur la transition énergétique. Six innovations majeures seront mises en œuvre dans le cadre de ce projet:

- Modules solaires photovoltaïques (CPV) et trackers concentrés: une centrale solaire sera créée à proximité du projet afin de produire une électricité propre et renouvelable à moindre coût
- Véhicules électriques avec stations de recharge pour résidents, visiteurs et propriétaires d'entreprises
- Panneaux LED bleus qui devraient permettre de réaliser des économies d'énergie de 50 à 70% et atteindre jusqu'à 80% d'économies lorsqu'ils sont couplés à des commandes intelligentes
- Maisons éconergétiques avec un design unique combinant, pour la première fois, une consommation énergétique réduite, un approvisionnement en énergie renouvelable et un stockage d'énergie adéquat grâce à une excellente isolation des bâtiments et à des vitrages antisolaires.

Cas 2: Nouveau projet d'énergie hydraulique Bong Escape, Pakistan (Laraib Energy Ltd.)



Laraib Energy est le premier projet hydroélectrique indépendant du pays. Il a une puissance installée de 84 MW. L'usine a commencé ses activités commerciales en 2013.

Le projet a été développé dans le cadre de la formule construction-exploitation-transfert (BOT). Il est cofinancé par la Banque asiatique de développement, la Banque islamique de développement, la Société financière internationale et la Société de promotion et de participation pour la coopération économique (PROPARCO). Le financement local est assuré par Habib Bank Limited (HBL) et National Bank of Pakistan (NBP). Le coût total estimé du projet est de 233 millions de dollars, financé à 75% par dette senior et à 25% par les fonds propres. Le BBID a engagé un financement de 37,3 millions de dollars dans ce projet.

Il s'agit du tout premier projet hydroélectrique du Pakistan à être enregistré auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques en tant que projet de développement de mécanisme propre (MDP), et a contribué de façon importante à compenser les émissions de gaz à effet de serre à l'échelle mondiale. Il est prévu d'éviter des émissions de gaz à effet de serre équivalent à 218,988 tonnes de dioxyde de carbone par an en supprimant les centrales à combustible fossile.

Cas 3: Projets à Énergie éolienne de base (FWE) I et II, Pakistan

Les projets FWE I et FWE II ont une capacité installée combinée de 100 MW et ont été achevés en 2015 et 2014, respectivement.

Les deux projets sont situés dans le corridor éolien de Gharo, à 54 kilomètres au sud-est de Karachi, le carrefour industriel et commercial du Pakistan. Les deux sites du projet sont situés à seulement 6 kilomètres de distance et ont été développés simultanément pour bénéficier d'économies d'échelle.

Le coût effectif du FWE I est de 128,3 millions de dollars EU et de 127,9 millions de dollars EU pour le FWE II. Le GBID a engagé un financement de 140 millions de dollars dans les deux projets. Ces deux projets englobent l'ingénierie, la conception, l'approvisionnement, la construction, l'installation de turbines, le raccordement au réseau, la mise en service, l'exploitation et la maintenance (O & M) de deux centrales éoliennes de 50 MW. Les projets ont été construits en vertu d'un contrat EPC à date fixe, et à prix forfaitaire prédéfini. L'évacuation de l'énergie des deux projets



vers le réseau national se fait au moyen d'une ligne de 132 kilovolts construite et exploitée par la National Transmission and Dispatch Company (NTDC), l'opérateur du réseau national.

Le projet FWE I devrait éviter des émissions de gaz à effet de serre égales à 68.000 tonnes de dioxyde de carbone par an et 68.250 tonnes pour le FWE II et soutenir l'objectif du gouvernement qui est de produire 6% de l'énergie à partir de sources d'énergie renouvelables d'ici 2030.

Cas 4: Projets d'énergie éolienne Patrind Hydro et Triconboston, Pakistan



Le projet hydroélectrique Patrind est un projet de centrale de 147 MW entrepris par Star Hydro Power Limited (la Compagnie commanditaire) au Pakistan. L'emplacement du projet se trouve dans l'Azad Jammu- Cachemire (AJ & K) et à Khyber Pakhtunkhwa (KP), au Pakistan. Un financement à long terme d'US \$ 60 millions a été approuvé par le GBID pour contribuer à ce projet. Les cofinanciers du projet sont la Banque asiatique de développement (BAD) pour 60 millions de dollars, la Société financière internationale (SFI) pour 97

millions de dollars et la Korea Exim Bank (KEXIM) pour 110 millions de dollars.

Ils s'agit du tout premier projet hydroélectrique entrant dans le cadre de la nouvelle politique énergétique du Gouvernement pakistanais adoptée en 2002 et a été conçu selon la formule (BOT) construction-exploitation-transfert. Le projet devrait être terminé d'ici le premier trimestre 2017. Une fois achevé, il contribuera à une réduction annuelle des émissions de gaz à effet de serre d'environ 269,278 tonnes de dioxyde de carbone.

Le GBID a récemment approuvé (en septembre 2016) un financement de 75

millions de dollars US pour le compte du projet d'énergie éolienne Triconboston, d'une capacité totale installée de 150 MW. Le projet est situé dans la partie sud du Pakistan, près de Karachi. Ce projet devrait permettre la réduction des émissions de carbone (RCE) grâce au mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto. Il s'agit d'un projet de production d'électricité à partir de ressources renouvelables et avec des émissions nulles. Lorsqu'il sera mis en service, le projet pourra fournir de

l'électricité au réseau électrique du sud du Pakistan. Par conséquent, on s'attend à ce qu'il contribue à réduire les émissions annuelles de gaz à effet de serre provenant de la production d'énergie pétrolière, soit 204 000 tCO₂ / an.

Cas 5: Parcs éoliens terrestres en Turquie

Le plan d'action national pour la lutte contre le changement climatique de la Turquie pour la période 2011-2023 identifie la dépendance du secteur de l'énergie à l'égard des combustibles fossiles comme étant le principal contributeur aux émissions de gaz à effet de serre. Le plan d'action met également en évidence le potentiel de l'énergie éolienne pour ce qui est de contribuer au développement de la production d'énergie renouvelable en Turquie. Le GBID soutient actuellement la construction de quatre parcs éoliens terrestres en Turquie. La production combinée d'énergie de ces quatre parcs éoliens est de 316 MW. Ces parcs éoliens sont situés sur les côtes de la Méditerranée et de la mer de Marmara, ainsi qu'en Anatolie centrale et en Anatolie occidentale.

Les parties assurées par la filiale assurance du GBID (SIACE) sont les institutions financières commerciales qui ont accordé une facilité de financement étendue ou ont garanti les sociétés partenaires du projet, fournissant les machines nécessaires aux parcs éoliens, ainsi que leur construction. Les bénéficiaires ultimes de ce soutien au secteur éolien turc sont les générations futures qui profiteront des fruits économiques d'une source d'énergie propre, renouvelable et neutre en carbone.

Cas 6: Facilité de soutien à l'exportation pour le secteur du café en Indonésie

El Niño a eu un impact négatif sur la production de café en Indonésie au fil des ans dans un pays où l'infrastructure d'irrigation n'est pas développée de façon optimale bien qu'il soit le quatrième producteur mondial de café. De plus, les petits exploitants locaux, qui n'ont pas les moyens financiers



et les compétences techniques nécessaires pour compenser l'impact négatif d'El Niño, possèdent la plupart des plantations de café en Indonésie.

En 2016 la SFIC, entité affiliée du Groupe de la BID, en collaboration avec l'Association des exportateurs de café d'Indonésie (AICE), a élaboré le Programme indonésien de développement des exportations de café afin de créer des conditions commerciales plus équitables pour les agriculteurs tout en aidant ces derniers à s'adapter aux changements climatiques. Ce programme constitue un prolongement probant de l'opération nationale de financement du commerce de 1 milliard de dollars du GBID, permettant au secteur du café de satisfaire ses besoins de financement pour la saison 2011 avant exportation. Les résultats escomptés de cette facilité de soutien avant exportation qu'offre ce nouveau programme devraient profiter à plus de 200 000 agriculteurs sur trois ans. Les aspects les plus intéressants du programme sont: a) les primes au commerce équitable, en aidant les agriculteurs bénéficiaires à rendre leurs collectivités plus résistantes aux changements climatiques, et b) les normes climatiques, en aidant les agriculteurs à accéder au marché du carbone en développant des projets de financement du commerce équitable.

PROFIL DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

CRÉATION

La Banque islamique de développement (BID) est une institution financière internationale créée conformément à ses Statuts adoptés le 21 Rajab 1394H (12 août 1974) à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite. La réunion inaugurale du Conseil des Gouverneurs s'est tenue au mois de Rajab 1395H (juillet 1975) et la BID a officiellement démarré ses opérations le 15 Chawwal 1395H (20 octobre 1975).

VISION

A l'horizon 1440H, la Banque islamique de développement sera devenue une banque de développement de classe mondiale, s'inspirant des principes islamiques, et qui aura profondément transformé le paysage du développement humain dans le monde musulman et contribué à restaurer sa dignité.

MISSION

Promouvoir le développement humain véritable, en concentrant ses efforts sur les volets prioritaires que représentent la réduction de la pauvreté, l'amélioration de la santé, la promotion de l'éducation, l'amélioration de la gouvernance et la réalisation de l'objectif de prospérité des populations.

MEMBRES

La BID compte 57 pays membres couvrant de nombreuses régions du monde. Tout pays aspirant à devenir membre, doit appartenir à l'Organisation de coopération islamique (OCI), verser la première tranche de sa participation au capital de la BID et accepter les termes et conditions fixés par le Conseil des Gouverneurs.

CAPITAL

Lors de sa 38ème Réunion annuelle, le Conseil des Gouverneurs a autorisé la 5ème augmentation générale du capital, ce qui a porté à 100 milliards DI le montant du capital autorisé et à 50 milliards DI celui du capital à souscrire. Aux termes de la même Résolution, le Conseil des Gouverneurs a autorisé l'appel de la portion exigible dans le cadre de la 4ème augmentation générale. Le montant du capital souscrit de la BID, à la clôture de l'exercice 1435H, était de 49,86 milliards DI.

GRUPE DE LA BANQUE ISLAMIQUE DE DÉVELOPPEMENT

Le Groupe de la BID se compose de cinq entités : la Banque islamique de développement (BID), l'Institut islamique pour la recherche et la formation (IRTI), la Société islamique pour le développement du secteur privé (SID), la Société islamique d'assurance des investissements et des crédits à l'exportation (SIACE), et la Société internationale islamique de financement du commerce (SIFC).

SIÈGE SOCIAL ET BUREAUX RÉGIONAUX

La BID a son siège à Djeddah, Royaume d'Arabie Saoudite, et dispose de quatre bureaux régionaux à Rabat, au Maroc, Kuala Lumpur, en Malaisie, Almaty, au Kazakhstan et Dakar, au Sénégal, ainsi que des bureaux portails en Turquie (Ankara et Istanbul), en Indonésie et au Nigéria.

EXERCICE FINANCIER

L'exercice financier de la BID correspondait auparavant à l'année lunaire hégirienne (H), mais à partir du 1er janvier 2016 il correspondra à l'année solaire de l'hégire commençant le 11 Capricorne (1er janvier) et se terminant le 10 Capricorne (31 décembre de chaque année).

UNITÉ DE COMPTE

L'unité de compte de la BID est le Dinar islamique (DI) qui équivaut à un Droit de tirage spécial (DTS) du Fonds monétaire international.

LANGUE

La langue officielle de la BID est l'Arabe, mais l'Anglais et le Français servent également de langues de travail.

BANQUE ISLAMIQUE DE DEVELOPPEMENT

8111 St King Khaled, Al Ymania Nuzlah
Unité 1 Jeddah 22332-2444 - Royaume d'Arabie Saoudite

 Tél: (+966-12) 6361400 |  Fax: (+966-12) 6366871 |  Email: idbarchives@isdb.org |  Website: www.isdb.org